

## Chaire de recherche en études parlementaires

### Projet de recherche PARLUX novembre 2011

#### 1) Problématique primaire de recherche

Au cours de la session parlementaire 2011-2012, un rapport de recherche délivré sous forme d'un ouvrage académique d'environ 180 pages sera remis pour le 15 septembre 2012 au Secrétariat général de la Chambre des Députés. Il s'inspire dans sa forme et dans son fonds de l'ouvrage *l'Assemblée nationale dans les institutions françaises, fiches de synthèses* publié par l'Assemblée Nationale en novembre 2009, (consultable également sur le site [http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/fiches\\_synthese/index.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/fiches_synthese/index.asp)).

De manière générale, le projet vise à évaluer la nature et le degré d'autonomie de la Chambre des Députés et son rôle dans le processus décisionnel en regard de la démocratie parlementaire (le principe directeur du régime politique grand-ducal), et, par rapport aux critères notamment fixés par l'Union interparlementaire en 2007 et en 2008 et par la Commission européenne pour la démocratie par le droit en 2004 et en 2008 dans ces domaines, particulièrement l'initiative législative, le contrôle parlementaire, le statut de la chambre législative dans la constitution et le processus décisionnel<sup>1</sup>.

Le projet de recherche vise à présenter les pouvoirs de la Chambre des Députés et dans l'exercice de ceux-ci les niveaux et la nature des relations établies avec les institutions politiques nationales et européennes de manière synthétique. Il a pour objet de déterminer l'état du régime politique parlementaire luxembourgeois en le confrontant aux théories et pratiques législatives en Europe. Par l'évaluation du rôle et de l'autonomie parlementaire, le projet vise à donner au législateur des pistes de réflexion et éventuellement des instruments pour améliorer le contrôle démocratique de la décision politique. L'ouvrage sera à la fois didactique et analytique sur le parlementarisme contemporain.

Les sources primaires du projet de recherche sont constituées pour l'essentiel de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, du règlement interne parlementaire et des archives électroniques de la Chambre des Députés (recherches d'archives), du recueil législatif sur les institutions du Luxembourg, des dossiers parlementaires et directives européennes du portail juridique du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur Internet (Legilux), des jurisprudences nationales (Jugements et arrêts) et européennes (Eur-lex), des rapports d'activités des établissements publics nationaux et des traités internationaux (Traité de Lisbonne et précédents) et des documents issus des diverses organisations du Conseil de l'Europe agissant dans le domaine des activités constitutionnelles et législatives (Commission de Venise, Groupe d'Etats contre la corruption, etc.). Des entretiens semi-directifs avec des députés et des parlementaires honoraires seront menés ainsi qu'avec des responsables des institutions coopératives avec le Parlement, notamment avec la ministre en charge des relations avec celui-ci, le secrétaire général du Conseil d'Etat, le président de la Cour des Comptes, le président de la Cour constitutionnelle et le médiateur.

---

<sup>1</sup> Union interparlementaire, *Evaluer le Parlement*, Genève 2008. Union interparlementaire, *Les outils du contrôle parlementaire Etude comparative portant sur 88 parlements nationaux*, Genève, 2007.

## 2) Thèmes primaires de recherche

En premier lieu, il s'agit d'analyser les débats parlementaires afin de dégager les éventuelles lignes directrices des modifications constitutionnelles consacrant jusqu'à nos jours les pouvoirs du Parlement luxembourgeois (les régimes constitutionnels de la période française, de la période d'union personnelle avec les Pays-Bas, et ceux de 1848, 1856 et de 1868) à l'aune des doctrines et théories politiques et parlementaires délimitant l'autonomie et le rôle d'un parlement (parlementarisme rationalisé, parlementarisme moniste, dualiste, etc.). Autrement dit, il s'agit de définir tant les constructions sociales de l'autonomie parlementaire par les acteurs du pouvoir législatif luxembourgeois que par les théoriciens politiques de l'Etat et du parlementarisme (Capitant, Carré de Malberg, Kelsen, Pierre, Mill, Schmitt, etc.)<sup>2</sup>.

A ce niveau de la recherche, il sera regardé aussi les éventuelles conséquences de la jurisprudence administrative à valeur constitutionnelle avant la création de la Cour constitutionnelle en 1998 et depuis son existence sur les fonctions législatives du Parlement<sup>3</sup>. Les contrôles de constitutionnalité de la loi participent-ils à une limitation du domaine de la loi votée par le Parlement ?

En second lieu, il s'agit d'évaluer la nature et la portée du règlement interne parlementaire dans l'exercice des pouvoirs constitutionnellement consacrés à la Chambre. A titre d'exemple, si la tradition de la démocratie parlementaire consacre l'autonomie financière et le pouvoir d'auto-organisation depuis le régime français, il doit être vérifié si le statut juridique de la Chambre des Députés est toujours garanti dans le cadre du parlementarisme rationalisé qui caractériserait aujourd'hui la relation entre le Gouvernement et le Parlement luxembourgeois<sup>4</sup>. D'une autre manière, il s'agit à ce niveau d'apprécier comment les fonctions législatives et les fonctions de contrôle et d'information sont-elles prévues dans le règlement parlementaire, quelle est la sécurité juridique et constitutionnelle de ces dispositions, quelles sont les innovations réglementaires en Europe et transposables au Luxembourg qui assurent l'exercice des compétences d'un parlement dans la préparation, l'énonciation, le contrôle de la loi et son domaine et, dans les rapports qu'il entretient avec le Gouvernement et l'administration<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Eugène Pierre, *Traité de droit politique, électoral et parlementaire*, Paris, Motteroz, 1902. Gérard Mairat, *Les doctrines du pouvoir. La formation de la pensée politique*, Paris, Gallimard, Collection Idées, 1978. Carl Schmitt, *Parlementarisme et démocratie*, Paris Le Seuil, 1988. Raymond Carré de Malberg, *Contribution à la théorie générale de l'État*, Dalloz, 2004. Raymond Carré de Malberg, *Considérations théoriques sur la question de la combinaison du référendum avec le parlementarisme*, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, Avril-mai-juin 1931. Hans Kelsen, *La démocratie, sa nature, sa valeur*, Paris, Economica, 1988. John Stuart Mill, *Considération sur le gouvernement représentatif*, Gallimard, Collection bibliothèque de philosophie, 2009.

<sup>3</sup> Philippe Ségur, *La protection des pouvoirs constitués - Chef de l'Etat, ministres, parlementaires, juges*, Bruxelles, Bruylant Académie, 2007. Paul Martens, *Théories du droit et pensée juridique contemporaine*, Bruxelles, Larcier, 2008. Jörg Gerkrath, *La refonte de la constitution luxembourgeoise en débat*, Bruxelles, Larcier, 2010. Gaston Vogel, *Encyclopédie judiciaire de droit luxembourgeois*, Collection : Dictionnaires juridiques Larcier, 1re édition 2010. Pierre Avril, *La forme parlementaire de la démocratie*, Paris, Dalloz-Sirey, 2012.

<sup>4</sup> Laurent Domingo, *Les actes internes du Parlement - Etude sur l'autonomie parlementaire* (France, Espagne, Italie), Paris, LCDJ, 2008. Murielle Manguin Helgeson, *L'élaboration parlementaire de la loi - Etude comparative* (Allemagne, France, Royaume-Uni), Dalloz Sirey, 2006. Arnel Le Divillec, *Le gouvernement parlementaire en Allemagne - Contribution à une théorie générale*, Paris, LGDJ, 2004.

<sup>5</sup> Mark Jack, "Parliament's Role as a Check on Government", *Parliamentary Affairs*, 38 (3), pp.296-306, 1985. Lawrence D. Longley & Roger H. Davidson, *Parliamentary committees: Changing perspectives on changing*

En troisième lieu, il s'agit de voir en quoi les traités internationaux principalement ceux de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe<sup>6</sup> imposent ou non des limites aux éléments constitutifs d'une démocratie parlementaire (notamment dans la définition et l'arrêt des orientations générales économiques et fiscales d'un Gouvernement devant le Parlement ou bien encore dans le fonctionnement de la démocratie représentative). D'une autre manière, en quoi l'ingénierie normative et législative de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe influencent-elles l'organisation du travail parlementaire au Luxembourg ? Il s'agit à ce niveau d'évaluer par exemple la nature de l'acte législatif européen et ses conséquences sur la définition de la loi nationale, d'analyser les mécanismes du contrôle de subsidiarité et de proportionnalité et de mesurer le contrôle sur le Gouvernement en matière de politique européenne au regard des dispositions réglementaires prévus dans les traités européens, des aides mémoires produits par le Parlement luxembourgeois en la matière et des pratiques dans le domaine d'autres parlements en Europe<sup>7</sup>.

En quatrième lieu, il s'agit de dresser un état des lieux des activités de « co-législation », c'est-à-dire en quoi le Parlement luxembourgeois demeure ou non l'acteur de la préparation, de l'expertise, du débat, de la sanction et de la vérification de la Loi (de vérifier l'état entre ce qui relève du domaine de la Loi et ce qui dépend du pouvoir réglementaire du Grand-Duc et du Gouvernement). Il s'agit ainsi de réfléchir à une typologie critique et à une hiérarchisation des relations avec les différentes institutions qui dans la forme et/ou dans la réalité sont considérées comme les « co-législateurs » dans les doctrines constitutionnelles et les théories politiques, à savoir principalement le Gouvernement (le Grand-Duc) et le Conseil d'Etat<sup>8</sup>. Il s'agit aussi d'apprécier

---

institutions", *The Journal of Legislative Studies*, 4:1, pp.1-20, 1998. Kaare Strøm, "Parliamentary committees in European democracies", *The Journal of Legislative Studies*, 4:1, pp.21-59, 1998. Revue Pouvoirs, *Contrôle Parlementaire*, Paris, n°134, 2010. Bertrand Seiller, *Contrôle parlementaire de l'administration*, Paris, Dalloz-Sirey, 2010.

<sup>6</sup> Lluís Maria de Puig, *Les parlements internationaux*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2008. Paul Evans, Paul Silk, *Assemblée parlementaire : pratique et procédure*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2009.

<sup>7</sup> Lord Tordoff, "The conference of European affairs committees: A collective voice for national parliaments in the European union", *The Journal of Legislative Studies*, 6:4, pp.1-8, 2000. Francesco Rizzuto "National parliaments and the European Union: part of the problem or part of the solution to the democratic deficit in the European constitutional settlement?", *The Journal of Legislative Studies*, 9:3, pp.87-109, 2003. Katrin Auel and Arthur Benz, *The Europeanisation of parliamentary democracy*, Milton, Routledge 2006. Katrin Auel, "Democratic Accountability and National Parliaments: Redefining the Impact of Parliamentary Scrutiny in EU Affairs", *European Law Journal*, Vol. 13, n°4, pp.487-504, July 2007. Tapio Raunio, "National Parliaments and European Integration: What We Know and Agenda for Future Research", *The Journal of Legislative Studies*, Issue 15:4, pp.317-334, 2009. Emilio De Capitani, « Le Parlement européen et les parlements nationaux face à la réalisation de l'espace de liberté, de sécurité et de justice », *Revue française d'administration publique*, n°12, pp.35- 43, 2009. Shirin Ahlbeck Öberg & Ann-Catherine Jungar, "The Influence of National Parliaments over Domestic European Union Politics", *Scandinavian Political Studies*, vol. 32, n.4, pp. 359-381, 2009. Jean-Victor Louis, "National Parliaments and the Principle of Subsidiarity – Legal Options and Practical Limits", *European Constitutional Law Review*, Issue 4, pp.429-452, 2008. Francis Delpérée, *Le dialogue parlementaire Belgique-Europe*, Bruxelles, Bruylant Académie, 2010. Philipp Kiiver, *The conduct of subsidiarity checks of EU legislative proposals by national parliaments: analysis, observations and practical recommendations*, Europäische Rechtsakademie, ERA Forum, 2011.

<sup>8</sup> Michael Cole, "Accountability and quasi-government: the role of parliamentary questions", *The Journal of Legislative Studies*, 5:1, pp.77-101, 1999. Marc Besch, *Traité de légistique formelle*, Luxembourg, Conseil d'État, 2005. Charles Ruppert, *Le Conseil d'État face à l'évolution de la société luxembourgeoise*, Luxembourg, Conseil d'État, 2006. David Arter, "Introduction: Comparing the legislative performance of legislatures", *The Journal of Legislative Studies*, 12:3-4, pp.245-257, 2006. François Lafarge, « La révision générale des politiques publiques : Objet, méthodes et redevabilité », *Revue française d'administration publique*, n° 136, pp. 755-774,

particulièrement l'état actuel des pouvoirs parlementaires et la procédure dans le contrôle des finances publiques en dressant là aussi une typologie de ces derniers et leurs efficacités par rapport aux doctrines actuelles d'établissement de comptes publics et de leurs vérifications, avec un focus particulier sur les liens unissant la Chambre des Députés et la Cour des comptes d'une part et d'autre part sur les modèles parlementaires étrangers de contrôle budgétaire et d'établissement de loi des finances publiques<sup>9</sup>. Un regard particulier sera jeté aussi sur les relations avec les institutions économiques nationales pour estimer en quoi le Parlement reste ou non un acteur essentiel dans la définition de l'agenda économique, fiscal et social du Luxembourg en comparaison des autres modèles de concertation sociale dont l'élément principal est la Tripartite (par exemple l'Autriche). Enfin, il s'agit de déterminer les obligations internationales du Luxembourg dans le domaine économique et des effets d'internationalisation directe ou indirecte sur la législation nationale et le travail parlementaire à travers les traités de l'OCDE, du FMI, du BIT et de l'OMC.

En cinquième lieu, il s'agit d'apprécier la nature et la contractualisation des rapports entre la Chambre des Députés et les établissements publics du contrôle des droits et de l'exercice des libertés fondamentales (le Centre pour l'égalité de traitement, le Médiateur, etc.). Cette analyse est rendue nécessaire dans la mesure où ces institutions, par leurs avis et leurs publicisations, construisent un cadre juridique (et bien plus normatif) qui influence non seulement le Parlement dans ses pouvoirs en matière de citoyenneté mais aussi et surtout dans le développement d'un nouveau régime politique borné à la fois par l'exercice des droits et des libertés fondamentaux sans un lien fort et évident avec le corps social existant (qui s'incarne normalement dans l'exercice de la souveraineté populaire et la délégation de celle-ci au Parlement) et par des actes de consommation de services publics au bénéfice de l'individu ou du groupe dont il se réclame<sup>10</sup>. Autrement dit, cette dernière partie visera particulièrement à vérifier si l'on assiste à une transformation douce de la démocratie parlementaire incarnée vers une démocratie procédurale où la Chambre des Députés n'est qu'un acteur parmi d'autres<sup>11</sup>.

2010. Martin Shane, "Parliamentary Questions, the Behaviour of Legislators, and the Function of Legislatures: An Introduction", *The Journal of Legislative Studies*, 17:3, pp259-270, 2011.

<sup>9</sup> Aurélien Baudu, *Contribution à l'étude des pouvoirs budgétaires du Parlement en France - Eclairage historique et perspectives d'évolution*, Paris, Dalloz- Sirey, 2010. Irvine Lapsley et Arthur Midwinte, « Moderniser l'Etat : les aspects financiers des programme reviews au Royaume-Uni », *Revue française d'administration publique*, n° 136, pp.730-754, 2010. Joël Mekhantar, *Finances publiques de l'Etat*, Paris, Hachette Supérieure, 2009. David A. Good, « Le Parlement et l'examen des dépenses publiques : acteurs et gendarmes », *Revue Parlementaire Canadienne*, n°18, printemps 2005. Irène Bouhadana, *Les commissions des finances des assemblées parlementaires en France : origines, évolutions et enjeux*, Paris, LCDJ, 2007. Sophie Moati & Jean-Yves Bertucci, *La Cour des comptes - "Ouvrez et voyez"*, Paris, Gallimard, Collection Découvertes Gallimard, 2007.

<sup>10</sup> Conseil d'Etat, *Le Conseil d'Etat, gardien de la Constitution et des droits et libertés fondamentaux, Conseil d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg*, Luxembourg, 2006. Marc Fischbach, *Le médiateur en tant que dernier recours non juridictionnel, Droit administratif et fiscal : 10 années de juridictions administratives*, Luxembourg, Portalis, pp 41-60, 2007. Anthony J. McGann, "Social choice and comparing legislatures: Constitutional versus institutional constraints", *The Journal of Legislative Studies*, 12:3-4, pp. 443-461, 2006.

<sup>11</sup> Pierre Manent, *Enquête sur la démocratie - Etudes de philosophie politique*, Paris, Gallimard, Collection Tel, 2007.

## 2) Plan du projet de recherche et de publication

Introduction (2 pages)

Philippe Poirier

### A) Le Parlement luxembourgeois et la Constitution (30 pages)

Philippe Poirier & Albane Knoppek

- a) Doctrines constitutionnelles et parlementaires délimitant l'autonomie et le rôle d'un parlement national (parlementarisme rationalisé, parlementarisme dualiste, européanisation des actes législatifs, etc.)
- b) Dispositions constitutionnelles et enjeux des réformes constitutionnelles depuis 1868 pour les pouvoirs du Parlement luxembourgeois
- c) Le Parlement luxembourgeois et les jurisprudences administratives à objet constitutionnel, le Parlement

### B) Le règlement interne du Parlement luxembourgeois (30 pages)

Philippe Poirier, Patrick Dumont et Raphaël Kies

- a) Les fonctions législatives : la loi et son domaine et l'état des lieux de la procédure en matière de projets de loi et de propositions de loi luxembourgeois et la Cour constitutionnelle depuis 1998
- b) Influences éventuelles des réformes constitutionnelles de la Belgique, des Pays-Bas et de la France sur le parlementarisme luxembourgeois
- c) Les fonctions de contrôle et l'information des députés : analyse quantitative et qualitative des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats
- d) Nature et portée de la procédure d'enquête parlementaire
- e) Les réformes du règlement parlementaire et les évolutions comparées des « parlements étalons »

### C) Le Parlement luxembourgeois et les traités internationaux (30 pages)

Astrid Spreitzer, Andreja Pegan, Anoushé Husain et Jacques Thill

- a) Traités européens de l'Union européenne : contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité
- b) Aides mémoires du Parlement luxembourgeois sur la politique européenne
- c) Traités européens du Conseil de l'Europe, jurisprudences et rapports politiques (Cour européenne des droits de l'Homme, Commission de Venise, Groupe d'Etats contre la corruption)
- d) Les effets de l'internationalisation sur la législation économique du Luxembourg
- e) Traités de l'OTAN et de l'OSCE et les autolimitations du Parlement luxembourgeois en matière de politique de défense et de sécurité
- f) Traités de coopération interrégionale : Benelux & Grande région

### D) Le Parlement luxembourgeois et les institutions « co-législatives » (30 pages)

Philippe Poirier, Patrick Dumont et Badia Jarir

- a) Le Grand-Duc
- b) Le Gouvernement
- c) Le Conseil d'Etat
- d) Les Chambres professionnelles

**E) Le Parlement luxembourgeois et les institutions économiques du Luxembourg (20 pages)****Philippe Poirier et Patrick Dumont**

- a) la Commission Tripartite et le Comité de conjoncture : une concurrence dans l'initiative et le contrôle de la politique économique et sociale
- b) La Banque centrale du Luxembourg : une concurrence dans l'évaluation de la politique économique
- c) Le Conseil économique et social : une relation minorée dans l'évaluation de la politique économique
- d) Le Conseil supérieur pour le développement durable : un exemple d'expertise législative sectorielle

**F) Le Parlement luxembourgeois et les finances publiques (20 pages)****Philippe Poirier et Pedro Caneiro**

- a) Doctrines et natures des lois de comptes publics et du pouvoir de vérification
- b) Les lois de finances et la procédure budgétaire (Budget de l'Etat, dépenses extraordinaires, autonomie budgétaire de l'institution parlementaire)
- c) La Cour des comptes et le Parlement : analyse d'une relation modèle pour l'ensemble des institutions publiques

**G) Le Parlement luxembourgeois et les établissements publics du contrôle des droits et de l'exercice des libertés fondamentales (25 pages)****Raphaël Kies et Albanne Knoppek**

- a) Le Médiateur
- b) La Commission consultative des droits de l'Homme
- c) Le Centre pour l'égalité de traitement
- d) La Commission Nationale pour la Protection des Données & l'Institut national de régulation

Conclusions (3 pages)

**Philippe Poirier****4) Bibliographie primaire complémentaire****Doctrines et recherches parlementaires**

René Capitant	La Réforme du parlementarisme	Libr. du Recueil Sirey	1934
Marius Devèze	La Crise du parlementarisme	S.A.I.D.	1935
Salvo Mastellone,	Storia della democrazia in Europa: da Montesquieu a Kelsen	UTET	1986
Philippe Lauvaux	Parlementarisme rationalisé et stabilité du pouvoir exécutif : quelques aspects de la réforme de l'État confrontés aux expériences étrangères	Bruylant,	1988
Bernard Manin	Principes du gouvernement représentatif	Flammarion	1996
Gwénaél Le Brazidec	René Capitant, Carl Schmitt crise et réforme du parlementarisme : de Weimar à la Cinquième République	Éd. l'Harmattan,	1998
Philip Norton	Parliaments and Pressure Groups in Western Europe	Frank Cass	1999
Klaus von Beyme,	Parliamentary democracy democratization, destabilization, reconsolidation, 1789-1999	Macmillan press	2000
Ellen Kennedy	The Crisis of Parliamentary Democracy, 6ème Edition,	MIT Press	2000
Jeffrey Goldsworthy	The Sovereignty of Parliament: History and Philosophy	Oxford University Press	2001

Nicholas Baldwin & Donald Shell	Second Chambers	Frank Cass	2001
Philip Norton	Parliaments and Citizens in Western Europe	Routledge	2002
Paolo Massa / Paolo Massa Publication : Milano : cop.	Parlamentarismo razionalizzato e procedura parlamentare lineamenti di diritto parlamentare comparato	Giuffrè,	2003
Olivier Rozenberg	Parlementarismes et construction européenne	L'Harmattan	2003
Elisabeth Müller-Luckner / Marie-Luise Recker	Parlamentarismus in Europa, Deutschland, England und Frankreich im Vergleich	R. Oldenbourg,	2004
Didier Blanc	Les parlements européens et français face à la fonction législative communautaire - Aspects du déficit démocratique	L'Harmattan	2004
Roger Scully & Rinus van Schendelen	The Unseen Hand: Unelected EU legislators	Routledge	2004
Pauline Türk	Les commissions parlementaires permanentes et le renouveau du Parlement sous la Ve République	Dalloz-Sirey	2005
Nicholas Baldwin	Legislatures and Executives	Routledge	2005
Reuven Hazan	Cohesion and Discipline in Legislatures	Routledge	2005
Cristina Leston-Bandeira	Southern European Parliaments in Democracy	Routledge	2005
Philip Norton	Parliament in British Politics	Palgrave Macmillan	2005
Peter Esaiasson & Knut Heidar	Beyond Westminster and Congress: The Nordic Experience	Ohio State University Press	2005
Nicolas Clinchamps	Parlement européen et Droit parlementaire - Essai sur la naissance du Droit parlementaire de l'Union européenne	LGDJ	2006
Katrin Auel & Arthur Benz	The Europeanisation of Parliamentary Democracy	Routledge	2006
Gianfranco Pasquino & Riccardo Pelizzo	Parlamenti democratici	Il Mulino	2006
	National Parliaments in the European Union: A Critical View on Eu Constitution-building (European Monographs Series Set)	Aspen Publishers	2006
	National And Regional Parliaments in the European Constitutional Order	Europa Law Publishing	2006
Jean Garrigues	Histoire du Parlement - De 1789 à nos jours	Armand Colin	2007
John O'Brennan and Tapio Raunio	National Parliaments within the Enlarged European Union: From 'Victims' of Integration to Competitive Actors	Routledge	2007
John M. Carey	Legislative voting and accountability	Cambridge university press	2009
Vanessa Barbé	Le rôle du Parlement dans la protection des droits fondamentaux - Etude comparative : Allemagne, France, Royaume-Uni	LGDJ	2009
Laurent Dutoit	Parlement européen et société civile - Vers de nouveaux aménagements institutionnels	Bruylant	2009
Jens Spahn	Der Deutsche Bundestag und Europa: Erfüllt das nationale Parlament im Verhältnis zur Europäischen Union seine demokratietheoretischen Aufgaben?	Grin Verlag	2009
Ian Shapiro	Political representation	Cambridge University Press	2009
Manfred Görtemaker	German Parliament	Barbara Budrich	2009
Jeffrey Goldsworthy	Parliamentary Sovereignty: Contemporary Debates	Cambridge University Press	2010

Hans Kelsen	Théorie générale du droit et de l'État	LGDJ	2010
Jean-Marc Sauvé	La revalorisation des Parlements ?	Société Législation Comparée	2010
Aurélien Baudu	Contribution à l'étude des pouvoirs budgétaires du Parlement en France - Eclairage historique et perspectives d'évolution	Dalloz-Sirey	2010
Miryam Iacometti	L'organizzazione interna dei Parlamenti. Un'analisi comparata (Diritto e politica)	Carocci	2010
Hubert Heinelt, Michèle Knodt	Policies within the EU Multi-Level System	Nomos	2011
	Perfecting Parliament: Constitutional Reform, Liberalism, and the Rise of Western Democracy	Cambridge University Press	2011
Lanny W. Martin & Georg Vanberg	Parliaments and Coalitions: The Role of Legislative Institutions in Multiparty Governance	Oxford University Press	2011

### Bibliographie primaire sur le Luxembourg

David A. Gontier	Constitution du Grand-Duché de Luxembourg : annotée des lois y relatives et des discours de MM. les députés	V. Bück,	1848
Pierre Ruppert	Le Gouvernement, le Conseil d'Etat et la Chambre législative du Grand-Duché de Luxembourg de 1831 à 1889 et la représentation de la province de Luxembourg de 1815 à 1839 d'après les documents officiels	V. Bück	1889
Lucien Rischard	La Constitution de 1848 : ses travaux préparatoires dans la commission des quinze, la section centrale et les séances des États / par un des derniers survivants de l'assemblée constituante	V. Bück	1894
Victor Molitor	Histoire de l'idéologie politique dans le Grand-Duché de Luxembourg de 1841 à 1867. Luxembourg	P. Worré-Mertens	1939
Joseph Goedert	« La genèse de la Constitution de 1848 ». Série d'articles publiés en 10 parties in Luxemburger Wort de novembre à décembre 1945. La Révision constitutionnelle de 1856.	Imprimerie St.-Paul	1946
Joseph Goedert	"Die Stellung Luxemburgs zum Deutschen Bund 1815-1848, in politischer und staatsrechtlicher Hinsicht", in: Internationales Jahrbuch für Geschichtsunterricht. - Braunschweig, 6 (1958), 178-182.		1958
Albert Calmes	Naissance et Débuts du Grand-Duché 1814-1830.	Imprimerie Saint-Paul	1971
Albert Calmes	Le Grand-Duché de Luxembourg dans la révolution belge (1830-1839).	Imprimerie Saint-Paul	2nd édition, 1982
Albert Calmes	La Révolution de 1848 au Luxembourg	Imprimerie Saint-Paul	2nd édition, 1982
Albert Calmes	La création d'un Etat (1841-1847).	Imprimerie Saint-Paul	2nd édition, 1983
Martin Gerges	Mémorial 1989 : la société luxembourgeoise de 1839 à 1989.	Les publications mosellanes	1989



Pirenne, Jacques-Henri	L'Europe et l'indépendance belge ou Le triomphe du parlementarisme en occident	Bruylant	1990
Pierre Majerus	L'Etat Luxembourgeois	Imprimerie Graphic Press,	sixième édition, 1990
Joseph Goedert	La charte du 12 octobre 1841 ou la constitution inachevée : encore un cent-cinquantenaire », in: Hémecht, 43 (1991), 469-526.		1991
Nicolas Als, Robert L. Philippart	La Chambre des Députés : Histoire et lieux de travail. Luxembourg : Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg	Oxford University Press	1994
Gilbert Trausch	Un passé resté toujours vivant : mélanges d'histoire luxembourgeoise.	Lions Club Luxembourg Doyen	1995
Gilbert Trausch	« Belgique et Luxembourg deux pays proches l'un de l'autre ». In Belgique-Luxembourg : les relations belgo-luxembourgeoises et la Banque Générale du Luxembourg 1919-1994, p11-36	Banque Générale du Luxembourg,	1995
Paul Margue	« Documents relatifs aux événements révolutionnaires de la mi-mars 1848 au Grand-Duché de Luxembourg », in: Hémecht, 50 (1998), 5-25. « Qui a fait la constitution de 1848 ? », in: Hémecht, 50 (1998), 5-25. 125-133.		1998
Gilbert Trausch	La révolution de 1848 et les débuts de la vie parlementaire au Luxembourg.	Greffe de la Chambre des députés/ Imprimerie Centrale,	1998
Claude Wey	« 1848: auf der Suche nach der verlorenen Revolution », in: Forum, 185 (1998), 16-53		1998
Dumont, Patrick, Fehlen, Fernand, Kies, Raphaël & Poirier Philippe	Les élections législatives et européennes de 2004 au Grand-Duché de Luxembourg. Rapport élaboré pour la Chambre des Députés	Service Central des Imprimés de l'Etat	2005
Conseil d'Etat	Le Conseil d'État face à l'évolution de la société luxembourgeoise	Conseil d'État	2006
Simone Beissel	«Garanties constitutionnelles, libertés publiques, objectifs d'ordre politique – La révision à petits pas de la Constitution luxembourgeoise» in Mélanges en hommage à Francis Delpérée – Itinéraires d'un constitutionnaliste,	Bruylant-LGDJ pp. 147 à 158	2007
Dumont, Patrick, Fehlen, Fernand, Kies, Raphaël & Poirier, Philippe,	Le référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe Rapport élaboré pour la Chambre des Députés.	Luxembourg : Service Central des Imprimés de l'Etat	2007
Conseil d'Etat	1ère Mise à jour de l'ouvrage "Le Conseil d'Etat, gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux"	Conseil d'Etat-Service Imprimerie de l'Etat	2007
Dippel Horst, Stevens, Fred & van den Berg, Peter A.J. & Poirier, Philippe,	Constitutions of the World from the late 18th Century to the Middle of the 19th Century Sources on the Rise of Modern Constitutionalism Europe Vol. 7: Constitutional Documents of Belgium, Luxembourg and the Netherlands 1789-1848	Verlag K. G. Saur	2008
Poirier, Philippe	Luxembourg Sustainable Governance Indicators 2009, étude commanditée par l'OCDE	Editions: Bertelsmann	2009

		Siftung	
Besch Marc	Traité de légistique formelle	Conseil d'Etat- Service Imprimerie de l'Etat	2009
Bozinis Maria, Dumont, Patrick, Kies, Raphaël, Poirier Philippe & Spreitzer, Astrid,	Les élections législatives et européennes de 2009 au Grand-Duché de Luxembourg. Rapport élaboré pour la Chambre des Députés	Service Central des Imprimés de l'Etat	2010
Dumont Patrick, Raphael Kies & Poirier, Philippe,	Luxembourg: The Challenge of Inclusive Democracy in a 'Local State". In, The Oxford Handbook of Local and Regional Democracy in Europe, John Loughlin, Frank Hendriks, and Anders Lidström (eds)	Oxford Handbooks in Politics & International Relations	2010

### Chaire de recherche en études parlementaires

Philippe Poirier  
 Route de Diekirch /B.P. 2 L-7201 Walferdange  
 Téléphone/Phone : (00352) 46 66 44 6400  
 Télécopie/Fax : (00352) 46 66 44 6401  
 Portable/Mobile : (00352) 62 1 77 6572  
 Courriel/Email: demos@uni.lu  
 Site internet/Website : <http://www.législatives.eu>

